

# **Les consommateurs-citoyens exigent d'être informés et défendus**

28 juin 2021

## **Lettre ouverte d'INDECOSA-CGT au Président de la République.**

Depuis plus de 10 ans, le mouvement consommateurs subit des baisses continuelles des subventions d'État (alors qu'il en est un outil public), de - 60% dans la décennie pour certaines structures. Cette année 2021 ne déroge pas à la règle avec des baisses entre -15 et - 25 % selon les organisations.

Les justifications politiques sont toujours les mêmes à savoir : « besoin pour l'État de faire des économies », « vous devez vous réinventer, vous mutualiser, allez chercher ailleurs les moyens de votre fonctionnement ... »

Quel paradoxe et surtout, quelle injustice quand on voit un plan de relance à plus de 50 milliards d'euros, comparé à l'enveloppe famélique attribuée au mouvement consumérisme dans son ensemble, pourtant reconnu, sollicité et apprécié dans cette période de pandémie.

Bien entendu, personne n'est dupe, il s'agit bel et bien de réduire au silence ceux qui défendent la régulation concertée. Cette manière d'échanger avec la société civile, longtemps populaire, vous avez voulu, comme certains de vos prédécesseurs, la ringardiser sous prétexte que le monde avait changé et que désormais, plutôt que favoriser les rapports humains et l'éducation populaire, il suffisait de consulter son ordinateur pour résoudre les problèmes, se référer aux influenceurs et autres blogueurs, nouveaux porteurs de vérité révélée.

C'est bien entendu erroné, mais aussi très dangereux. En effet, prétendre que la

consommation en France se résume à un simple « clic » pour résoudre les problèmes du quotidien, c'est laisser à penser que la fracture numérique n'existe pas plus que le manque de moyens, financiers ou culturels, que nous sommes à l'aise avec les pratiques commerciales, publicité et marketing, éduqués et autonomes face à la consommation, vigilants et responsables, dans un monde durable.

Monsieur le Président, il y a dans notre pays des ménages modestes et certains proches de l'exclusion, réalité qui s'aggrave lourdement. Depuis des décennies, nous accueillons, pas que, mais notamment, tous ces invisibles, plus que jamais délaissés, isolés dans des territoires où s'amenuisent les points d'accueils des services, publics comme privés. Ceux que vous faites mine de ne pas voir, ceux que vous avez qualifiés au détour d'une phrase de ... Ceux qui ne sont rien !

Si vous en êtes le premier responsable, vous n'en êtes pas le seul, car c'est une partie non négligeable des grands corps de l'État et du personnel politique qui les stigmatise sous des arguments fallacieux et populistes du genre : « fainéants, fraudeurs, assistés, profiteurs ... ».

Une des traductions directes, c'est une abstention abyssale d'une population française qui a compris qu'elle n'est plus reconnue par ses élus.

C'est dans ce climat, que contrairement à d'autres organisations, nous continuons notre inlassable combat pour un droit à la consommation pour tous.

Le respect des droits fondamentaux, la création de droits nouveaux (comme la sécurité alimentaire ou l'allocation autonomie pour tous dès 18 ans, etc.) et la pratique d'une consommation raisonnée et durable pour tous les consommateurs-citoyens.

Alors que s'annonce la dernière année de votre quinquennat, n'est-il pas temps Monsieur le Président, de redonner de l'espoir aux populations.

Cela peut se traduire très rapidement par une relance de la concertation avec les corps intermédiaires que vous avez trop délaissés et privés de leurs moyens de fonctionner. Évitez le recours aux commissions dites citoyennes, par tirage au sort, dont les restitutions et avis ne sont ni considérés ni retenus, et revenez aux bases de ce vivre et construire ensemble citoyen entre composantes créées et organisées pour des missions de service public.

Sachez que le mouvement consommateur est toujours aujourd'hui une réelle et indispensable force de la société civile, économique et sociale, que les acteurs territoriaux, politiques, institutionnels, d'entreprises, et les consommateurs-citoyens, sollicitent plus que jamais. Nous contribuons à relier les producteurs, distributeurs, consommateurs, élus de proximité, à les faire se rencontrer, se comprendre et trouver des solutions aux enjeux actuels et à venir de notre société.

Ne négligez pas ce mouvement qui a su s'adapter, répondre aux besoins et aux défis qui se trouvent désormais posés.

Dans sa diversité, le secteur consumériste est un atout et une richesse pour les consommateurs.

Nous restons à votre disposition, Monsieur le Président, pour une rencontre afin d'échanger avec vous sur cette consommation citoyenne et durable que nous portons avec et pour les consommateurs que nous informons et défendons.

***Christian KHALIFA,***

***Président de l'association INDECOS-CGT.***

Montreuil, le 28 juin 2021.